

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL
(Division des services essentiels)

Région : Montérégie
Dossier : 1200979-71-2010
Dossier accréditation : AM-2001-7710
Montréal, le 13 janvier 2021

DEVANT LE JUGE ADMINISTRATIF : Daniel Blouin

APTS - Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux
Association accréditée

c.

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est
Employeur

DÉCISION

[1] L'employeur est un établissement visé par l'article 111.10 du *Code du travail*¹, qui exploite :

- un ou des centres hospitaliers spécialisés, centre hospitalier, centre d'hébergement et des soins de longue durée, centre local de services communautaires, centre de protection de l'enfance et de la jeunesse.

¹ RLRQ, c. C-27.

[2] L'association accréditée représente :

« Toutes les salariées et tous les salariés de la catégorie des techniciens et des professionnels de la santé et des services sociaux. »

[3] Les parties ont convenu d'une entente sur les services qu'elles proposent de maintenir en cas de grève pour ne pas mettre en danger la santé ou la sécurité publique.

[4] Cette entente est soumise au Tribunal, afin qu'il évalue la suffisance des services à l'aide des critères prévus aux articles 111.10 et 111.10.1, lesquels prévoient :

- Le maintien des services dont l'interruption peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique.
- La répartition des services essentiels par unité de soins et catégories de soins ou de services.
- Le fonctionnement normal des unités de soins intensifs et des unités d'urgence, le cas échéant.
- Le libre accès d'une personne aux services de l'établissement.

[5] Lorsque le Tribunal juge qu'une entente ne respecte pas ces critères, il peut la modifier avant de l'approuver ou encore faire des recommandations aux parties.

[6] Le Tribunal comprend que les services prévus à l'entente sont établis en fonction de ceux habituellement rendus par les salariés.

[7] Compte tenu de la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sur le réseau de la santé et des services sociaux, le Tribunal estime que des mesures particulières doivent être mises en place pour éviter de mettre en danger la santé ou la sécurité publique pendant la grève. Ainsi pendant la durée de l'état d'urgence sanitaire déclaré par les autorités gouvernementales en raison de cette pandémie, le fonctionnement normal des centres d'évaluation et de dépistage de la COVID-19 doit être assuré. De plus, l'association accréditée fournit, sans délai, les salariés nécessaires pour faire face à cette pandémie dans les unités de soins et dans les catégories de soins ou de services désignées par l'employeur.

[8] Pour toute autre situation non prévue, les parties négocient rapidement le nombre de salariés requis pour répondre à la situation. Cependant, s'il survient une situation urgente mettant en cause la santé ou la sécurité publique, l'association accréditée fournit sans délai, à la demande de l'employeur, les salariés nécessaires pour y faire face.

[9] Dans tous les cas, les demandes d'effectifs supplémentaires pour assurer les services essentiels doivent le moins possible porter atteinte au droit de grève.

[10] Sur demande de l'une ou l'autre des parties, celles-ci se réuniront pour résoudre tout problème découlant de l'application de la présente. À défaut, l'une ou l'autre des parties avise le Tribunal afin qu'il fournisse l'aide nécessaire.

[11] L'entente approuvée s'applique jusqu'à la signature de la convention collective ou de ce qui en tient lieu et elle ne peut être modifiée sans l'approbation du Tribunal.

[12] Après examen de l'entente et compte tenu des modifications et précisions apportées, le cas échéant, le Tribunal conclut qu'elle est conforme au Code et que les services essentiels qui y sont prévus sont suffisants pour assurer la santé et la sécurité publique.

PAR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL :

DÉCLARE que les services essentiels à maintenir pendant une grève sont ceux énumérés à l'entente ci-annexée, incluant les modifications et les précisions apportées par la présente décision, le cas échéant;

DÉCLARE suffisants les services essentiels qui y sont prévus;

RAPPELLE que nul ne peut déroger à une entente approuvée par le Tribunal.

Daniel Blouin

M^e Frédéric Tremblay
M^e Jean-Luc Dufour
POUDRIER BRADET AVOCATS, S.E.N.C.
Pour l'association accréditée

M^e Éric Séguin
MONETTE, BARAKETT AVOCATS, S.E.N.C.
Pour l'employeur

**SERVICES ESSENTIELS À MAINTENIR EN CAS DE GRÈVE
EN POURCENTAGE DU NOMBRE D'HEURES TRAVAILLÉES**

Formulaire amendé

(réf. articles 111 10 à 111 10 J du Code du travail)

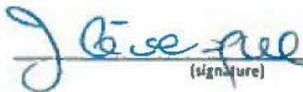
IDENTIFICATION DE L'ASSOCIATION ACCRÉDITÉE	
Nom de l'association accréditée : (syndicat)	Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux APTS
N° d'accréditation :	AM-2001-7710
L'ASSOCIATION ACCRÉDITÉE REPRÉSENTE (cocher la case appropriée)	
<input type="checkbox"/>	Catégorie du personnel en soins infirmiers et cardio-respiratoires
<input type="checkbox"/>	Catégorie du personnel paratechnique, des services auxiliaires et de métiers
<input type="checkbox"/>	Catégorie du personnel de bureau, des techniciens et de professionnels de l'administration
<input checked="" type="checkbox"/>	Catégorie des techniciens et des professionnels de la santé et des services sociaux

IDENTIFICATION DE L'ÉTABLISSEMENT	
Nom de l'établissement :	CISSS de la Montérégie-Est
Région administrative :	16_Montérégie
L'ÉTABLISSEMENT VISÉ PAR LA PRÉSENTE EXPLOITE (cocher les cases appropriées)	
<input checked="" type="checkbox"/>	Centre hospitalier (CH) spécialisé (neurologie ou cardiologie ou soins psychiatriques ou doté d'un département de soins psychiatriques)
<input checked="" type="checkbox"/>	Centre d'hébergement de soins de longue durée (CHSLD)
<input type="checkbox"/>	Centre de réadaptation (CR)
<input checked="" type="checkbox"/>	Centre hospitalier (CH)
<input checked="" type="checkbox"/>	Centre local de services communautaires (CLSC)
<input checked="" type="checkbox"/>	Centre de protection de l'enfance et de la jeunesse (CPEJ)

1. L'annexe 1 définit, pour chaque unité de soins ou catégories de soins ou de services, le pourcentage de services à maintenir en cas de grève.
2. Le temps de grève s'établit en fonction des horaires normaux de travail des personnes salariées habituellement affectées dans chacune des catégories de soins et de services, et dans chacune des unités de soins.
3. Le temps de grève s'exercera à tour de rôle si cela est nécessaire pour ne pas mettre en danger la santé ou la sécurité publique.
4. Une personne salariée accomplissant seule les fonctions de son titre d'emploi ne doit pas interrompre la continuité des soins et des services si cela a pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique.
5. Dans la mesure où le syndicat a les informations sur les horaires de travail en temps requis, il s'engage à fournir à l'employeur, 48 heures avant le début de la grève, une liste pour chacune des unités de soins ou des catégories de soins ou de services concernés et par quart de travail, indiquant le moment et la durée de grève prévus pour chaque personne salariée qui doit faire la grève. Cette liste demeurera en vigueur tant et aussi longtemps que le syndicat ne transmettra pas à l'employeur, à la suite de modifications que ce dernier pourrait apporter à l'horaire de travail, une liste révisée comportant les mêmes particularités.

6. Le fonctionnement normal des unités de soins intensifs et d'urgence sera assuré, le cas échéant.
7. Le libre accès d'une personne aux services de l'établissement sera assuré.
8. Pendant la durée de l'état d'urgence sanitaire déclaré par le gouvernement du Québec en raison de la pandémie de la COVID-19, le fonctionnement normal des centres d'évaluation et de dépistage de la COVID-19 et des sites non traditionnels mis en place en raison de la situation liée à la COVID-19 seront assurés, le cas échéant.
9. Pendant la durée de l'état d'urgence sanitaire déclaré par le gouvernement du Québec en raison de la pandémie de la COVID-19, le syndicat doit fournir sans délai, à la demande de l'employeur, les personnes salariées nécessaires afin de faire face à cette pandémie dans les unités de soins et les catégories de soins ou de services désignées par l'employeur.
10. Pour toute autre situation non prévue aux paragraphes 8 ou 9, les parties négocient rapidement le nombre de personnes salariées requises pour répondre à la situation. Cependant, s'il survient une situation urgente mettant en cause la santé ou la sécurité publique, le syndicat fournit sans délai, à la demande de l'employeur, les personnes salariées nécessaires pour y faire face.
11. Toutefois, dans tous les cas, les demandes d'effectifs supplémentaires pour assurer les services essentiels doivent porter atteinte le moins possible au droit de grève.
12. À moins d'avis contraire, les représentants syndicaux pourront circuler dans l'établissement afin de vérifier le respect des services essentiels pourvu que cela n'entraîne pas un ralentissement des activités et qu'il n'y ait pas de contre-indications cliniques pour les usagers, notamment en lien avec les règles de contrôle et de prévention des infections. Le syndicat aura accès au local syndical.
13. Afin de voir à l'application des services essentiels, chacune des parties désignera une ou des personnes responsables des communications ainsi que les moyens mis en place pour assurer ces communications.
14. Sur demande de l'une ou l'autre des parties, celles-ci se réuniront pour résoudre tout problème découlant de l'application de la présente. À défaut, l'une ou l'autre des parties avise le Tribunal afin que celui-ci puisse fournir l'aide nécessaire.
15. Le syndicat reconnaît avoir transmis la liste de services essentiels à l'employeur le 1^{er} octobre 2020 et de lui avoir offert de négocier une entente de services essentiels à maintenir en cas de grève.

SIGNATURES PARTIE PATRONALE


(signature)

Jeannine Lévesque
(inscrire le nom en lettres moulées)

Date : 9 décembre 2020

Téléphone : [REDACTED]

Courriel : [REDACTED]



(signature)

Catherine Cobuzzi
(inscrire le nom en lettres moulées)

Date : 9 décembre 2020

Téléphone : [REDACTED]

Courriel : [REDACTED]

SIGNATURES PARTIE SYNDICALE



(signature)

David Cuthill
(inscrire le nom en lettres moulées)

Date : 7 décembre 2020

Téléphone : [REDACTED]

Courriel : [REDACTED]



(signature)

Pierre Collin
(inscrire le nom en lettres moulées)

Date : 7 décembre 2020

Téléphone : [REDACTED]

Courriel : [REDACTED]

ANNEXE 1 amendée

**Services essentiels à maintenir en cas de grève
par unité de soins ou catégorie de soins ou de services
(en pourcentage de temps travaillé)**

Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS)
 Catégorie de personnel n° 4 des technicien-ne-s et des professionnel-le-s du réseau de la santé et des services sociaux
 Pour toutes les installations et pour toutes les missions
 Nom de l'établissement : CISSS de la Montérégie-Est
 N° d'accréditation : AM-2001-7710

Unité de soins, catégorie de soins ou de services	Pourcentage
<u>Direction de la protection de la jeunesse</u>	
• Accueil, évaluation et orientation	85 %
• Justice pénale et tutelle	80 %
• Révision des mesures (incluant expertise à la cour et contentieux)	70 %
• Retrouvailles, adoption, médiation et antécédents	70 %
<u>Direction du programme jeunesse</u>	
Santé maternelle et des enfants	
• Nutrition en CLSC	70 %
• Réadaptation	70 %
• Adaptation et intégration sociale	70 %
• Psychosocial, éducation et psychologie	70 %
• Professionnel-le-s dans les groupes de médecine familiale (GMF) et en CLSC	70 %
• Promotion et prévention de la santé (incluant hygiène dentaire et hygiène du travail)	50 %
Services psychosociaux dans la communauté et partenariat	
• Intervention et suivi de crises	90 %
• Assistance aux jeunes et à la famille (incluant applications des mesures)	70 %
• Services ambulatoires de 1 ^{re} ligne	70 %
• Traitement et suivi de 2 ^e et 3 ^e ligne	70 %
Ressources non institutionnelles (RNI)	
• Services professionnels en RNI	70 %
• Encadrement des ressources	50 %
Programme jeunesse – hébergement	
• Hébergement et hospitalisation (incluant unités de vie)	90 %
• Réadaptation	70 %
<u>Direction du programme santé mentale et dépendances</u>	
Santé mentale	
• Intervention et suivi de crises	90 %
• Hébergement et hospitalisation	90 %
• Psychiatrie légale (médico-légal)	90 %
• Suivi intensif dans le milieu	85 %
• AAOR (accueil, analyse, orientation et référence)	80 %
• Suivi d'intensité variable	70 %
• Services ambulatoires de 1 ^{re} ligne	70 %
• Traitement et suivi 2 ^e et 3 ^e ligne	70 %
• Intervention communautaire	50 %

Unité de soins, catégorie de soins ou de services	Pourcentage
Ressources non institutionnelles (RNI)	
• Services professionnels en RNI	70 %
• Encadrement des ressources	50 %
Dépendances	
• Services aux usager·ère·s externes	70 %
<u>Direction des services multidisciplinaires</u>	
• Services interprofessionnels en centre hospitalier (CH)	70 %
• Nutrition clinique volet hospitalier	90 %
• Diagnostics et plateaux techniques	80 %
• Soins spirituels	70 %
• Hémodynamie	90 %
• Électrophysiologie médicale	80 %
<u>Direction du programme de soutien à l'autonomie de la personne âgée</u>	
• Nutrition clinique (usager·ère·s hébergé·e·s)	85 %
• Réadaptation	70 %
• Nutrition CLSC et SAD	70 %
• Psychosocial, éducation et psychologie	70 %
• Centre de jour	70 %
• Consultations et cliniques externes	70 %
• Promotion et prévention de la santé (hygiéniste dentaire en CHSLD)	50 %
• Animation et loisirs	50 %
Ressources non institutionnelles (RNI)	
• Services professionnels en RNI	70 %
• Encadrement des ressources	50 %
<u>Direction de la qualité, évaluation, performance et éthique</u>	
• Archivistes médicales	60 %
• Tous	50 %
<u>Direction des soins infirmiers</u>	
• Diagnostics et plateaux techniques	80 %
• Consultations et cliniques externes	70 %
• Services professionnels aux unités de médecine spécialisée	70 %
• Professionnel·le·s dans les groupes de médecine familiale (GMF) et en CLSC	70 %
<u>Direction générale adjointe santé publique</u>	
• Promotion et prévention de la santé (incluant dentaire et en hygiène du travail)	50 %
• Protection de la santé et organisation communautaire	70 %
<u>Direction du programme déficience intellectuelle, trouble du spectre de l'autisme et déficience physique</u>	
• Unité de réadaptation fonctionnelle intensive (URFI)	90 %
• Hospitalisation et hébergement	90 %
• Accueil, évaluation et orientation	80 %
• Adaptation et réadaptation à la personne	70 %
• Psychosocial, éducation et psychologie	70 %
• Adaptation et intégration sociale	70 %
<u>Direction des services ambulatoires et des soins critiques</u>	
• Urgence et soins intensifs	100 %

Unité de soins, catégorie de soins ou de services	Pourcentage
<u>Direction de l'enseignement universitaire, de la recherche</u>	
• Professionnel-le-s dans les groupes de médecine familiale universitaire (GMF-U)	70 %
<u>Direction des services techniques</u>	
• Entretien et réparation des équipements médicaux (génie biomédical (GBM))	80 %
<u>Direction services professionnels</u>	
• Archives médicales (DSP-PPMA)	60 %
<u>Direction des ressources financières</u>	
• Archives médicales	60 %
<u>Pour toutes les directions</u>	
• Administratifs	50 %
• Soutien aux programmes	50 %

SIGNATURES PARTIE PATRONALE



(signature)

Jeannine Lévesque
(inscrire le nom en lettres moulées)

Date : 9 décembre 2020

Téléphone : [REDACTED]

Courriel : [REDACTED]



(signature)

Catherine Cobuzzi
(inscrire le nom en lettres moulées)

Date : 9 décembre 2020

Téléphone : [REDACTED]

Courriel : [REDACTED]

SIGNATURES PARTIE SYNDICALE



(signature)

David Cuthill
(inscrire le nom en lettres moulées)

Date : 7 décembre 2020

Téléphone : [REDACTED]

Courriel : [REDACTED]



(signature)

Pierre Collin
(inscrire le nom en lettres moulées)

Date : 7 décembre 2020

Téléphone : [REDACTED]

Courriel : [REDACTED]